

Transformer la recherche en opportunités : propulser l'économie canadienne grâce à l'IA

Recommandations dans le cadre de la consultation sur la mise à jour de la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle

.....

Soumission présentée par la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain à Innovation, Sciences et Développement économique Canada

9 décembre 2025

Table des matières

Sommaire	3
Synthèse des recommandations	3
Préambule.....	4
Contexte	4
Introduction.....	4
1. Faciliter l'intégration de l'IA par les entreprises	5
2. Faire de l'État canadien un acteur exemplaire de l'intégration de l'IA.....	6
3. Propulser de nouveaux champions canadiens en IA.....	7
Conclusion	10

Sommaire

Bien que le Canada dispose d'un écosystème de recherche en intelligence artificielle (ci-après « IA ») parmi les plus avancés au monde, il rencontre des difficultés à convertir cette expertise en retombées économiques concrètes.

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain (ci-après « la Chambre ») avance cinq recommandations clés pour accélérer l'adoption et la commercialisation de l'IA. Ces recommandations visent à soutenir les entreprises, notamment les PME, dans leur transition technologique, à faire de l'État canadien un modèle d'intégration de l'IA, à renforcer le capital de risque corporatif, à promouvoir le modèle « client entrepreneur » afin de favoriser l'émergence de startups nationales et à établir un réseau canadien inspiré des centres de recherche universitaires affiliés américains pour favoriser le passage de la recherche fondamentale à l'innovation appliquée.

L'avis insiste sur la nécessité de faire converger les efforts fédéraux, provinciaux et sectoriels vers une vision commune, afin de mobiliser l'ensemble des acteurs et de positionner le Canada comme chef de file en prototypage, en commercialisation et en adoption à grande échelle de l'IA.

Synthèse des recommandations

Recommandation n° 1 : Mettre en place un ensemble de mesures afin d'accompagner les entreprises et particulièrement les PME dans leur transition technologique et de faciliter leur adoption de l'IA, notamment :

- a) Mobiliser les centres de recherche et pôles d'innovation pour offrir un appui scientifique aux entreprises, en encourageant par exemple les stages en entreprise pour les étudiants aux cycles supérieurs ayant une expertise en IA.
- b) Simplifier l'accès aux programmes existants et créer un guichet unique pour les PME souhaitant intégrer l'IA.
- c) Mettre en place des parcours d'intégration de l'IA ainsi que des programmes de mentorat entre entreprises.
- d) Renforcer la littératie numérique des dirigeants et du personnel par des formations pratiques et accessibles.

Recommandation n° 2 : Accélérer le déploiement de solutions d'IA canadiennes au sein du secteur public en s'inspirant des meilleures pratiques internationales et plus particulièrement des modèles que sont Singapour et l'Estonie.

Recommandation n° 3 : Stimuler le capital de risque corporatif en créant des incitatifs fiscaux ciblés tels que des crédits d'impôt ou l'exonération de gains en capital pour encourager les grandes entreprises canadiennes à investir directement dans des startups technologiques innovantes.

Recommandation n° 4 : Déployer un chantier afin d'appuyer l'approche « client entrepreneur » au Canada, avec la collaboration du secteur privé et en positionnant le gouvernement fédéral comme client pilote, notamment en élargissant et en bonifiant les programmes existants.

Recommandation n° 5 : Établir un réseau canadien inspiré des *University Affiliated Research Centers* américains, consacré à des missions stratégiques, afin d'accélérer le passage de la recherche fondamentale au prototypage et à la mise en marché, et mobiliser les investissements massifs en défense et dans les infrastructures critiques pour stimuler l'innovation. Ce réseau devrait reposer sur :

- a) Un ancrage académique fort, avec des partenariats pluriannuels et des mandats clairs confiés à des institutions universitaires qui disposent déjà d'infrastructures et d'expertise en IA et en technologies avancées.

- b) Des axes prioritaires alignés sur les besoins stratégiques du Canada, notamment la défense et la sécurité nationale.
- c) Un financement stable et prévisible, permettant aux centres de développer des compétences de base et de soutenir des projets pilotes à fort impact.

Préambule

Forte d'un réseau de 8 000 membres, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (ci-après « la Chambre ») agit sur trois fronts : elle porte la voix du milieu des affaires de la métropole, offre des services spécialisés aux entreprises et à leurs employés et mène des initiatives d'impact pour renforcer l'environnement d'affaires. Depuis 200 ans, elle intervient dans des dossiers déterminants pour la prospérité des entreprises de la métropole. Avec l'appui de ses spécialistes, la Chambre vise à accélérer la création et la croissance des entreprises de toutes tailles, ici et à l'international.

Contexte

La Chambre présente ses recommandations dans le cadre de la consultation menée par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ci-après « ISDE ») sur la mise à jour de la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (ci-après « la Stratégie »).

La Chambre, par sa mission, se mobilise sur les enjeux de développement économique et d'innovation dans le but de faire de Montréal une métropole plus prospère et plus compétitive. L'IA constitue un enjeu contemporain majeur, porteur de transformations profondes dans nos façons de faire et de gains importants en productivité pour les entreprises et pour la société dans son ensemble. C'est dans cette perspective que la Chambre participe à cette consultation.

Les recommandations formulées dans ce document mettront l'accent sur deux priorités : l'accélération de l'adoption de l'IA par les entreprises et le secteur public, ainsi que la commercialisation de l'IA afin de renforcer les champions canadiens.

Introduction

Le Grand Montréal est l'un des pôles mondiaux les plus dynamiques en IA. La métropole concentre plus de 48 000 professionnels qualifiés en IA et 24 000 étudiants en programmes spécialisés, et elle a attiré 1,7 milliard de dollars canadiens d'investissement direct étranger en lien avec l'IA dans la région depuis 2018.

Cette effervescence repose sur des avantages distinctifs propres à Montréal et au Québec : une énergie propre et abordable qui attire les investissements technologiques, une main-d'œuvre hautement qualifiée, et, surtout, un écosystème de recherche d'envergure internationale. On y retrouve un réseau universitaire d'excellence, Mila, le plus grand laboratoire universitaire de recherche en IA au monde avec plus de 1 300 chercheurs et 145 partenaires industriels, ainsi qu'IVADO, le plus vaste consortium canadien en IA réunissant 1 500 scientifiques et 180 organisations universitaires et industrielles. Mais cette force est aussi notre paradoxe. Car si Montréal brille dans les laboratoires, elle peine à transformer systématiquement son génie scientifique en succès commerciaux durables.

Selon un rapport produit par Deloitte, le Canada se classe premier parmi les pays du G7 pour le taux de croissance annuel moyen des talents en IA et deuxième pour l'augmentation du nombre de brevets (+57 % en 2022-2023)¹. Pourtant, le pays perd du terrain dans les classements internationaux : quatrième au Global AI Index en 2021, il glisse à la huitième place en 2024².

¹ *Impact et opportunités : l'écosystème de l'IA au Canada en 2023*, Deloitte, 2023.

² Joe White et Serena Cesareo, *Global AI Index*, Tortoise, 19 septembre 2024.

Cette perte de vitesse s'explique en grande partie par un déséquilibre persistant : l'excellence canadienne en recherche et en formation ne se traduit pas encore en retombées économiques tangibles. Trop souvent, nos innovations quittent le pays avant même d'avoir trouvé preneur ici.

Les entreprises canadiennes en IA, malgré leur créativité et leur expertise, évoluent dans un environnement dominé par des géants technologiques mondiaux dont la puissance financière, humaine et infrastructurelle écrase la concurrence. Ce rapport de force inégal fragilise notre tissu entrepreneurial et freine la transformation de notre savoir en valeur ajoutée pour notre économie. Pourtant, le potentiel est énorme. L'IA générative pourrait, à elle seule, générer jusqu'à 200 milliards de dollars d'impact économique annuel au Canada d'ici le début des années 2030, soit près de 7 % du PIB actuel³.

Ce décalage met en péril plus qu'un secteur économique : il menace notre souveraineté numérique, accentuant ainsi notre dépendance aux solutions technologiques étrangères, et freine l'émergence de champions nationaux capables de rivaliser à l'échelle mondiale. Or, la souveraineté numérique du Canada passe non seulement par le développement d'infrastructures numériques de pointe (capacité de calcul haute performance et quantique), mais aussi par la consolidation d'un leadership technologique canadien.

Pour y parvenir, il faut rompre avec la fragmentation actuelle des efforts. Les initiatives fédérales, provinciales et sectorielles doivent converger vers une vision commune, capable d'amplifier nos forces plutôt que de les diluer.

1. Faciliter l'intégration de l'IA par les entreprises

Le Canada fait face à un retard structurel de productivité qui s'est accentué au cours des dernières décennies. Entre 2020 et 2023, la productivité canadienne a chuté de 6 %, creusant un écart grandissant avec les grandes économies industrialisées.

Pour améliorer notre productivité, l'intégration de l'IA s'impose. Or, l'adoption de l'IA par les entreprises canadiennes et le secteur public demeure en deçà du potentiel observé dans d'autres économies avancées. Un sondage mené par Deloitte en 2023 montre que seulement 26 % des entreprises canadiennes ont déployé des solutions d'IA, contre 34 % à l'échelle mondiale⁴. Statistique Canada révèle pour sa part qu'en 2025, à peine 12,2 % des entreprises canadiennes utilisent l'IA pour produire des biens ou fournir des services, malgré une croissance de près du double en un an (6,1 % en 2024)⁵. Sans surprise, les PME affichent un retard marqué compte tenu de leurs moyens financiers et humains plus limités.

Les principaux obstacles à l'intégration de l'IA par les entreprises sont connus : la difficulté d'identifier les besoins opérationnels et le manque de connaissances technologiques⁶.

Ces freins montrent toute l'importance de la formation, du mentorat et de l'appui vers une transition numérique, qui sont la clé pour aider les entreprises à adopter l'IA dans leurs processus internes. Actuellement, les chefs d'entreprise ne bénéficient pas de l'accompagnement nécessaire pour mener à bien cette transition, ne sachant pas vers quelles ressources se tourner ou sur quel programme s'appuyer.

Il faut reconnaître à cet égard le rôle central des universités, qui jouent déjà un rôle clé dans le développement des talents, le mentorat des PME, la validation technologique et la réalisation de projets pilotes. Une stratégie nationale en IA ne peut se limiter à des programmes ponctuels ou à des soutiens ad hoc : elle doit s'appuyer sur des partenariats structurés et pluriannuels avec ces institutions pour maximiser l'impact sur l'écosystème canadien.

Bien que l'adoption de l'IA exige des investissements financiers, humains et technologiques importants, et bien souvent une transformation des processus internes, les avantages d'une adoption rapide et

³ *Missions pour la prospérité : déployer le potentiel du Canada*, BCG et le Centre pour l'avenir du Canada, février 2025.

⁴ *Impact et opportunités : l'écosystème de l'IA au Canada en 2023*, Deloitte, 2023.

⁵ Valérie Bryan, Shivani Sood et Chris Johnston, *Analyse de l'utilisation de l'intelligence artificielle par les entreprises au Canada, deuxième trimestre de 2025*, Statistique Canada, 16 juin 2025.

⁶ *Étude sur l'impact de l'intelligence artificielle sur les entreprises au Québec*, Aviseo pour le CPQ, 30 septembre 2024.

systématique sont considérables. Les entreprises qui ont déjà intégré l'IA constatent des résultats concrets : selon la Banque de développement du Canada, 97 % des PME utilisatrices constatent des bénéfices tangibles, incluant une réduction des coûts, une amélioration de l'efficacité, une hausse des ventes, une meilleure qualité du service à la clientèle, ainsi qu'une gestion optimisée des opérations telles que la production ou les stocks⁷.

Recommandation n° 1 : Mettre en place un ensemble de mesures afin d'accompagner les entreprises et particulièrement les PME dans leur transition technologique et de faciliter leur adoption de l'IA, notamment :

- d) Mobiliser les universités, centres de recherche et pôles d'innovation pour offrir un appui scientifique aux entreprises, en encourageant par exemple des stages en entreprise pour les étudiants aux cycles supérieurs ayant une expertise en IA.**
- e) Simplifier l'accès aux programmes existants et créer un guichet unique pour les PME souhaitant intégrer l'IA.**
- f) Mettre en place des parcours d'intégration de l'IA ainsi que des programmes de mentorat entre entreprises.**
- g) Renforcer la littératie numérique des dirigeants et du personnel par des formations pratiques et accessibles.**

2. Faire de l'État canadien un acteur exemplaire de l'intégration de l'IA

La Chambre invite le gouvernement canadien à assumer un fort leadership et un devoir d'exemplarité en matière d'intégration de l'IA et d'innovation numérique dans ses services gouvernementaux, organismes parapublics et sociétés d'État.

Le partenariat stratégique visant à accélérer l'adoption de l'IA au sein de la fonction publique fédérale, annoncé le 19 août 2025 par le gouvernement du Canada avec Cohere, une entreprise torontoise spécialisée dans le développement de grands modèles de langage, constitue une étape importante de la modernisation du fonctionnement gouvernemental.

Ce protocole d'entente permettra d'explorer les possibilités de déploiement de technologies d'IA dans les agences et ministères fédéraux, tout en renforçant les capacités commerciales du Canada en matière d'exportation de solutions d'IA souveraines. Nous invitons le gouvernement à multiplier ce genre de partenariats stratégiques.

Par ailleurs, la Chambre est d'avis que le gouvernement doit être proactif afin de créer un effet d'entraînement dans le reste de la société et le secteur privé. En adoptant l'IA dans ses propres processus, le secteur public devient un catalyseur d'innovation, incitant les entreprises, notamment les PME, à franchir le pas et à intégrer ces technologies pour améliorer leur compétitivité.

Enfin, l'adoption de solutions d'IA par le gouvernement permet de réduire la lourdeur bureaucratique en automatisant certaines tâches administratives répétitives. Ces outils facilitent les interactions des citoyens et des entreprises avec l'État en simplifiant l'accès à l'information, en accélérant les délais de traitement et en améliorant la qualité des services offerts. Dans le contexte actuel où l'amélioration de la productivité est une priorité, le gouvernement a tout à gagner à déployer massivement l'IA au sein de l'administration publique.

⁷ *L'IA, un incontournable pour les entreprises canadiennes*, Banque de développement du Canada, septembre 2024.

Singapour : agents conversationnels intelligents déployés par GovTech

Singapour illustre bien comment l'IA peut transformer les services publics. L'agence GovTech a développé une série d'agents conversationnels intelligents, déployés dans plusieurs départements gouvernementaux pour améliorer l'expérience des citoyens. Parmi eux, Ask Jamie, un assistant virtuel présent sur plus de 70 sites gouvernementaux, répond aux questions courantes des usagers. HealthBuddy se concentre sur les demandes liées à la santé, tandis que le CPF Chatbot aide les citoyens à comprendre les taux d'intérêt et les démarches pour l'achat d'un logement.

Les impacts sont significatifs : une réduction de 50 % de la charge des centres d'appels, des temps de réponse 80 % plus rapides pour les questions fréquentes et une amélioration notable de l'accessibilité pour les citoyens. Singapour démontre ainsi que l'IA, bien intégrée, peut renforcer l'efficacité administrative tout en améliorant la qualité du service public.

Estonie : Bürokratt

Bürokratt est l'assistant IA du gouvernement estonien, conçu pour simplifier les interactions avec les services publics. Actuellement, il fonctionne comme un agent conversationnel de recherche d'information, déployé dans plusieurs agences gouvernementales pour aider les citoyens à gagner du temps lors de leurs démarches administratives.

À l'avenir, le gouvernement estonien prévoit élargir les capacités de Bürokratt pour inclure des tâches administratives telles que la demande de permis ou le dépôt de réclamations. L'objectif est de créer un assistant IA national capable d'offrir un soutien instantané et disponible en tout temps aux citoyens, améliorant ainsi l'accès aux services publics et réduisant le fardeau administratif individuel.

L'Estonie est un pays phare en matière de gouvernance numérique – presque tous les services publics sont offerts en ligne. L'État y a fait de la technologie un levier majeur de productivité et de croissance économique.

Recommandation n° 2 : Accélérer le déploiement de solutions d'IA canadiennes au sein du secteur public en s'inspirant des meilleures pratiques internationales et plus particulièrement des modèles que sont Singapour et l'Estonie.

3. Propulser de nouveaux champions canadiens en IA

Miser davantage sur le capital de risque corporatif

Le Canada accuse un retard significatif en matière de capital de risque corporatif comparativement à notre voisin du Sud. Pourtant, il s'agit d'un levier essentiel pour stimuler l'innovation. Selon Deloitte, seulement 6 % des grandes entreprises publiques canadiennes (ayant plus de 1 milliard de dollars de revenus annuels) participent à des investissements directs en capital de risque, comparativement à 40 % aux États-Unis⁸. Cette faible participation limite l'accès des startups canadiennes à des ressources stratégiques, à de nouveaux marchés et à des partenariats structurants.

Plus encourageant : les investissements en capital de risque dans le secteur canadien de l'IA sont en essor, passant de 1,88 milliard de dollars en 2019 à 3,44 milliards en 2025, soit une augmentation de 83 %⁹. Malgré cette croissance dans les dernières années, la majorité des investissements dans les startups canadiennes provient encore d'entités étrangères. De plus, l'écosystème du capital de risque demeure très

⁸ *The State of Corporate Venture Capital in Canada*, Deloitte en collaboration avec BDC, mai 2024.

⁹ *L'IA d'ici, moteur de notre économie : une vision créatrice de valeur pour le Canada*, Scale AI, 2025.

dépendant des fonds publics : 60 % des fonds en capital de risque au Québec comptent plus de 50 % de leur capital provenant de sources publiques ou parapubliques¹⁰.

Rappelons les avantages du capital de risque corporatif : pour les entreprises, il permet un accès privilégié à de nouvelles technologies et à des marchés émergents et il favorise la diversification des activités. Pour les startups, le capital de risque constitue une source de financement, d'expertise sectorielle et de crédibilité, facilitant leur croissance et leur intégration dans des chaînes de valeur établies.

Plus de 11,5 milliards de dollars en capital de risque ont été levés au Canada, mais n'ont pas encore été déployés dans des entreprises, selon la BDC¹¹. Ce capital inutilisé représente une occasion stratégique d'accélérer l'adoption de l'IA, de soutenir les PME et de renforcer l'écosystème technologique canadien.

Recommandation n° 3 : Stimuler le capital de risque corporatif en créant des incitatifs fiscaux ciblés tels que des crédits d'impôt ou l'exonération de gains en capital pour encourager les grandes entreprises canadiennes à investir directement dans des startups technologiques innovantes.

Appuyer le modèle « client entrepreneur »

Alors que les startups et les PME peinent à accéder à leurs premiers marchés, il devient prioritaire de leur offrir des opportunités contractuelles, essentielles à la commercialisation de leurs solutions et à leur croissance. Dans ce contexte, l'approche du « client entrepreneur » s'impose comme une stratégie efficace pour accélérer cette mise en marché.

Le modèle « client entrepreneur », connu en anglais sous le nom de *venture clienting*, est une stratégie d'innovation dans laquelle une grande organisation – entreprise ou gouvernement – agit comme client pilote en achetant directement des solutions auprès de startups, sans investir en capital. Au Canada, cette approche permet aux grandes entreprises d'utiliser leur pouvoir d'achat pour intégrer rapidement des technologies émergentes, tout en limitant les risques financiers associés au capital de risque traditionnel. En devenant les premiers clients de jeunes pousses, elles leur offrent des revenus, des retours d'expérience et une crédibilité accrue, tout en bénéficiant d'un accès précoce à l'innovation et à des avantages stratégiques.

Le modèle de client entrepreneur repose sur une relation directe entre une grande entreprise et une startup, où l'entreprise agit comme client plutôt que comme investisseur. Plutôt que d'acquérir une participation au capital de la jeune pousse, l'entreprise achète son produit ou service afin de répondre à un besoin d'affaires précis ou d'améliorer ses opérations. Cette approche permet de réduire considérablement le risque financier associé au capital de risque traditionnel, puisque l'entreprise paie pour une solution concrète, sans s'engager dans un investissement à long terme dans une société dont la viabilité n'est pas garantie.

Certains programmes gouvernementaux existants s'inscrivent déjà dans cette logique. C'est notamment le cas de Solutions innovatrices Canada, une initiative pilotée par ISDE destinée à stimuler l'innovation chez les PME en leur offrant l'opportunité de répondre à des défis technologiques lancés par des agences et ministères fédéraux. Ce programme se distingue par son approche en deux volets : d'abord, les entreprises sélectionnées reçoivent un financement pour développer une preuve de concept ou un prototype répondant à un besoin gouvernemental précis; ensuite, si la solution est jugée prometteuse, le gouvernement peut l'acheter et la tester dans un contexte opérationnel réel.

Cette démarche permet au gouvernement fédéral d'agir comme « client zéro » de technologies innovantes développées localement. Plutôt que d'investir dans le capital des entreprises, l'État soutient leur commercialisation en achetant directement les solutions. Ce modèle permet aux PME de valider leurs innovations, d'accéder plus rapidement au marché et de renforcer leur crédibilité auprès d'autres clients potentiels, tout en répondant aux besoins stratégiques du secteur public.

La Chambre est d'avis que ce type de programme doit être rapidement déployé, et ce, à plus grande échelle.

¹⁰ *Évolution de l'industrie privée de capital de risque au Québec et de ses sources de financement*, Réseau Capital, septembre 2024.

¹¹ *La situation du capital de risque au Canada*, Banque de développement du Canada, mai 2025.

Il faut offrir aux entreprises innovantes un accès privilégié aux marchés publics de manière à les soutenir tout en renforçant la compétitivité technologique nationale. En agissant comme terrain d'essai, le secteur public peut accélérer la validation et le déploiement des nouvelles technologies, tout en créant un effet d'entraînement.

Recommandation n° 4 : Déployer un chantier afin d'appuyer l'approche « client entrepreneur » au Canada, avec la collaboration du secteur privé et en positionnant le gouvernement fédéral comme client pilote, notamment en élargissant et en bonifiant les programmes existants.

S'inspirer des *University Affiliated Research Centers* aux États-Unis

Dans un contexte où l'expertise universitaire constitue un levier stratégique pour répondre aux grands enjeux technologiques, le Canada gagnerait à structurer des partenariats durables et ciblés avec les universités et les centres de recherche. L'exemple des *University Affiliated Research Centers* aux États-Unis, qui ont démontré leur efficacité, illustre comment une mobilisation agile des forces universitaires peut soutenir des missions gouvernementales prioritaires, tout en accélérant le passage de la recherche fondamentale à l'innovation appliquée.

Les *University Affiliated Research Centers* aux États-Unis sont des centres de recherche universitaires à but non lucratif, créés pour établir des partenariats stratégiques et de longue durée avec des agences gouvernementales, principalement dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale. Contrairement au financement traditionnel par projet, ce modèle repose sur une relation stable et contractuelle, permettant au centre de développer une expertise essentielle pour l'agence gouvernementale qui le finance.

Chaque centre de recherche est défini par des « compétences de base » alignées sur les besoins stratégiques du département qui le finance (ex. : défense aérienne, sécurité sous-marine, matériaux avancés). Par exemple, le *Johns Hopkins University Applied Physics Laboratory* travaille sur la défense aérienne et la sécurité des sous-marins, tandis que le *MIT Institute for Soldier Nanotechnologies* se concentre sur les matériaux avancés pour l'armée.

Ces centres de recherche bénéficient d'un accès privilégié à des informations sensibles et à des données propriétaires, ce qui leur permet de réaliser des analyses systémiques et de fournir des conseils éclairés et indépendants. Ils sont souvent désignés comme « clients zéro » pour le prototypage et la validation de nouvelles technologies, jouant un rôle clé dans la réduction des risques liés à l'innovation et à l'acquisition de capacités critiques.

Le Canada, qui ne dispose pas de structures de même nature, gagnerait à s'appuyer sur ce modèle. La politique canadienne des retombées industrielles et technologiques (ci-après « RIT ») pourrait à cet égard être un levier pour soutenir de tels centres de recherche, en réorientant les investissements dans des projets prioritaires portés par les centres de recherche universitaires. Dans un contexte où le gouvernement fédéral prévoit investir près de 150 milliards de dollars en défense d'ici 2035 et où des sommes colossales sont également engagées dans des projets d'infrastructures critiques, le potentiel de mobilisation est énorme. Ces investissements devraient systématiquement intégrer une dimension importante d'innovation.

Recommandation n° 5 : Établir un réseau canadien inspiré des *University Affiliated Research Centers* américains, consacré à des missions stratégiques, afin d'accélérer le passage de la recherche fondamentale au prototypage et à la mise en marché, et mobiliser les investissements massifs en défense et dans les infrastructures critiques pour stimuler l'innovation. Ce réseau devrait reposer sur :

- h) Un ancrage académique fort, avec des partenariats pluriannuels et des mandats clairs confiés à des institutions universitaires qui disposent déjà d'infrastructures et d'expertise en IA et en technologies avancées.**
- i) Des axes prioritaires alignés sur les besoins stratégiques du Canada, notamment la défense et la sécurité nationale.**

- j) **Un financement stable et prévisible, permettant aux centres de développer des compétences de base et de soutenir des projets pilotes à fort impact.**

Conclusion

Après s'être imposé comme un leader mondial en recherche sur l'intelligence artificielle, le Canada doit désormais s'affirmer comme chef de file en prototypage, en commercialisation et en adoption à grande échelle de l'IA. La Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle doit impulser ce changement, qui repose sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs – entreprises, gouvernements, universités, centres de recherche, pôles d'innovation et citoyens.